



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

emploi et activité

Question au Gouvernement n° 3503

Texte de la question

CRISE DE L'AGRICULTURE

M. le président. La parole est à M. Guillaume Chevrollier, pour le groupe Les Républicains.

M. Guillaume Chevrollier. Monsieur le ministre de l'agriculture, la crise agricole n'est pas derrière nous, loin s'en faut, et ce n'est pas polémique que de constater que la situation demeure insupportable pour nos agriculteurs, en particulier pour nos producteurs de porcs, de lait et de viande bovine.

Le plan d'urgence de l'été dernier semble avoir eu peu d'effets sur les crises profondes que traversent toutes les filières animales. Les éleveurs sont en situation de détresse. Ils ne peuvent continuer à travailler à perte. Beaucoup d'exploitations sont en liquidation – on parle d'une sur cinq. La disparition d'un éleveur, c'est sept emplois détruits dans le monde rural, ce qui est considérable !

Avec un prix du porc descendu à 1,07 euro au lieu du 1,40 euro, nécessaire et annoncé, un éleveur peut-il vivre ?

M. Charles de La Verpillière. Non !

M. Guillaume Chevrollier. Quand une laiterie rachète 1 000 litres de lait 265 euros en ce début 2016 contre 330 euros en 2015 et 374 euros en 2014, un éleveur laitier peut-il continuer ? (*« Non ! » sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Or, ces baisses des prix ne se répercutent pas sur les consommateurs, et l'opacité de la répartition des marges tout au long des filières est encore prégnante. Que faites-vous pour que le label Viande de France ait un réel effet auprès du consommateur français ? (*« Rien ! » sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Monsieur le ministre, vous avez déclaré, hier, dans cet hémicycle, qu'il fallait « donner de l'espoir aux filières par la contractualisation, par l'engagement de structurations ». Je suis d'accord, mais passez aux actes !

Les éleveurs français paient très cher la désorganisation, l'excès de normes et de contraintes, la concurrence et les effets de l'embargo russe. On sait tous, monsieur le ministre, que les problèmes sont aussi européens et que vous tentez de faire entendre la voix de la France, mais les agriculteurs ne peuvent attendre des années l'effet de votre politique. Ils réclament un vrai plan d'urgence. Monsieur le ministre, entendez leur appel au secours ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

M. Stéphane Le Foll, *ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement*. Monsieur le député, vous avez rappelé que la crise n'était pas derrière nous, c'est vrai. Nous avons affaire à une crise du marché de l'élevage, qui porte sur le lait. Je l'ai déjà dit et je ne reviendrai pas sur la désorganisation du marché puisque la fin des quotas laitiers a été décidée en 2008. Il ne s'agit pas aujourd'hui de revenir en arrière.

M. Guy Geoffroy. Et qu'avez-vous fait pendant quatre ans ?

M. Stéphane Le Foll, *ministre*. La crise est aussi celle de la filière porcine. Vous avez rappelé que nous avons essayé à un moment donné de trouver un accord, et de répondre, sur le fameux marché du porc de Plérin, à une demande légitime des producteurs, à savoir assurer leurs prix et leurs coûts de revient. Je ne referai pas l'histoire, là non plus.

Mme Claude Greff. On attend les réponses !

M. Stéphane Le Foll, *ministre*. Ce sont des acteurs économiques, les acheteurs coopératifs et industriels, qui ont renoncé ou fait renoncer à ce qui pouvait être simplement un objectif de répartition de la valeur ajoutée au profit des producteurs.

Dès lors, un plan de soutien à l'élevage a été mis en place pour 700 millions sur trois ans, sachant que 180 millions d'euros sont d'ores et déjà engagés. Plus de 14 000 dossiers ont été déposés depuis le début de l'année – nous en étions déjà à 11 500 dossiers la première fois que je l'ai présenté.

M. François Sauvadet. Ce n'est pas à la hauteur !

M. Stéphane Le Foll, *ministre*. Il faudra continuer à mettre en œuvre la totalité de ce plan.

Cependant, vous l'avez dit, demeurent des sujets d'organisation, de structuration, voire de grandes questions, en particulier celle de l'opportunité de réajuster à nouveau ce plan de soutien à l'élevage compte tenu de la situation. Chacun doit bien réaliser que, pour faire face à cette crise de l'élevage, il faut s'appuyer sur des modèles, mais accepter aussi des évolutions, en particulier pour accroître la valeur ajoutée dans la production et la conserver. Cela n'a pas été fait depuis plusieurs dizaines d'années. Là est aussi l'enjeu : le court terme, mais aussi le moyen et le long terme. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

M. Yves Fromion. Il n'y a pas eu de réponse !

Données clés

Auteur : [M. Guillaume Chevrollier](#)

Circonscription : Mayenne (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3503

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Ministère attributaire : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 janvier 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [14 janvier 2016](#)